



HAL
open science

Irak : du premier au second mandat.

Pierre-Jean Luizard

► **To cite this version:**

Pierre-Jean Luizard. Irak : du premier au second mandat.: L'effondrement d'un système post-colonial.. Le Debat , 2003, pp.62-75. halshs-00277150

HAL Id: halshs-00277150

<https://shs.hal.science/halshs-00277150>

Submitted on 6 May 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du premier au second mandat : l'effondrement d'un système post-colonial en Irak

Pierre-Jean Luizard (CNRS-Groupe de Sociologie des Religions et de la Laïcité)

L'Irak connaît depuis plus de trente ans une vertigineuse succession de tragédies : un régime maniant la répression de façon sans précédent, trois guerres meurtrières, la première contre l'Iran (1980-88), la seconde contre une coalition internationale conduite par les Etats-Unis (1991) à la suite de l'invasion du Koweït, la troisième (2003) du fait de la volonté américaine d'en finir avec un régime qui l'avait pourtant bien servi, à quoi il faut ajouter deux défaites militaires majeures en 1991 et en 2003, un soulèvement massif de la population irakienne à l'issue du second conflit contre le régime de Saddam Hussein (février-mars 1991), une mise sous tutelle internationale du pays (1991-2003) et, enfin, un retour au régime d'occupation militaire occidental, légitimé après coup par la communauté internationale (mai 2003). Trente années d'actualité brûlante ont contribué à occulter le lien existant entre tous ces événements. Or, le régime de Saddam Hussein ne peut s'expliquer que si l'on fait un retour sur l'histoire. Un tel retour nous ramène aux circonstances de la fondation de l'Etat irakien moderne. Cet Etat est, il faut le rappeler, une création récente et coloniale. C'est la puissance mandataire britannique qui l'a mis sur les fonds baptismaux en 1920, en réponse à la plus importante insurrection que connut alors la région contre une occupation européenne. La révolution de 1920 manifesta en effet le refus unanime par les Irakiens du mandat attribué par la Société des Nations (SDN), l'ancêtre de l'ONU, à la Grande-Bretagne sur leur pays. Vaincu par la force des armes britanniques, ce mouvement réussit pourtant à convaincre Londres de l'impossibilité de gouverner l'Irak directement par une administration militaire britannique. L'Etat irakien fut donc fondé pour permettre de pérenniser la domination britannique sur le pays. Conçu sur le modèle européen de l'Etat-nation, il ne correspondait à aucune des identités majoritaires de l'Irak. Les chiites, en particulier, avaient, sous la direction de leurs religieux siégeant dans les villes saintes, constitué le fer de lance de la lutte pour l'indépendance. Pour eux, islam et arabité n'étaient pas opposés. Car la domination britannique avait un corollaire : celle d'élites issues de la minorité arabo-sunnite¹, qui se mirent au service des nouveaux maîtres du pays et qui considérèrent le nouvel Etat comme leur propriété exclusive. Ces élites troquèrent avec une incroyable rapidité leur allégeance islamique au sultan-

¹ La population irakienne est structurellement composée de trois grandes communautés, les chiites (entre 52 et 55%), en grande majorité Arabes, les Arabes sunnites (entre 22% et 24%) et les Kurdes qui sont également sunnites (entre 22% et 24% également), avec peut-être une légère prédominance démographique des Arabes sunnites sur les Kurdes.

calife ottoman pour une autre envers une puissance « infidèle », passant sans coup férir de l'ottomanisme à l'arabisme. La Grande-Bretagne réussit à vaincre le mouvement religieux au nom d'une conception nationale arabe où l'islam était destiné à n'être plus qu'une catégorie culturelle de l'arabisme. L'arabisme du nouvel Etat réduisait le sentiment d'arabité de la majorité des Irakiens en une idéologie ethnique exclusive où ni les chiites ni les Kurdes ne se retrouveront. Bâti contre sa société, l'Etat irakien institutionnalisa un rapport de domination confessionnel, des sunnites sur les chiites, avant celui, ethnique, des Arabes sur les Kurdes. Ce dernier aspect de la question irakienne fut effectif à partir du rattachement du vilayet de Mossoul à l'Irak par la SDN en 1925, sur l'insistance de la Grande-Bretagne, intéressée par le pétrole de Kirkouk. Chiites et Kurdes, qui forment plus des trois quarts de la population irakienne, furent exclus du pouvoir tout au long du XX^e siècle. Le régime de Saddam Hussein est le dernier avatar d'un système de discrimination confessionnelle et ethnique arrivé en bout de course. La récente guerre menée par les Etats-Unis a mis à bas ce système politique, fondé par leurs alliés britanniques plus de quatre-vingts ans auparavant. Et ceci au nom d'idéaux émancipateurs : la démocratisation de l'Irak.

Dans quelle mesure assiste-t-on à une répétition de l'histoire ? Quelle comparaison peut-être faite entre la situation actuelle et celle qui a prévalu entre 1917 et 1920, période de l'occupation militaire britannique directe précédant le mandat ? Quelles similitudes et quelles différences entre les deux périodes ? tenter d'y répondre sera l'occasion de définir les perspectives de l'administration américaine actuelle en Irak.

1-Une occupation militaire par une puissance occidentale sans légitimité internationale :

L'incroyable retour à une occupation militaire occidentale de l'Irak est probablement ce qui frappe le plus. Pourquoi ? Parce qu'elle semble tourner le dos à un siècle de conceptions anti-colonialistes qui faisaient de l'indépendance et de la souveraineté la pierre angulaire de toute politique de développement et de démocratisation. Des générations d'Irakiens se sont mobilisées dans une lutte épuisante contre le mandat puis les traités anglo-irakiens. Le renversement de la monarchie hachémite (1958)², avec son déferlement de haine envers « les hommes des Anglais », illustre bien des aspirations irrépressibles pour l'indépendance et la souveraineté. Dans les esprits d'alors, indépendance et souveraineté sont d'ailleurs intimement liées à la réforme sociale. Le XX^e siècle sera jalonné de mouvements qui montrent bien à quel point est ancré en Irak ce qu'on appelle l'esprit anti-colonial. Celui-ci s'y déclinera notamment à travers le mouvement religieux chiite, le parti communiste et les partis nationalistes arabes.

² Les Britanniques installèrent en 1921 sur le trône d'Irak Faysal, l'un des fils du Chérif Hussein de La Mecque, une famille alliée à la Grande-Bretagne. La monarchie hachémite régna en Irak de 1921 à 1958.

A près de quatre-vingt dix ans de distance, les troupes britanniques ont donc débarqué une seconde fois, en mars 2003, à Fao, à l'extrémité de la péninsule la plus méridionale du pays, au sud de Basra. La première fois était le 6 novembre 1914. Les trois provinces destinées à former le futur royaume d'Irak étaient alors partie de l'Empire ottoman. Les troupes britanniques avaient mis alors plus de deux ans et demi pour atteindre Bagdad, qu'elles n'occuperont que le 11 mars 1917. Cette fois-ci, empruntant le même parcours que les Britanniques en 1914-17, en longeant l'Euphrate et le Tigre vers le nord, les Américains ont investi la capitale après seulement trois semaines de combats.

En 1914, les Britanniques débarquant à Fao ne se doutaient pas de la terrible guerre qu'il leur faudrait faire pour prendre le contrôle du pays. Ce fut la plus meurtrière des expéditions coloniales menées par la Grande-Bretagne en terre d'Islam. Face à eux, l'armée ottomane, mais aussi et surtout, une armée de *mujâhidîn* chiïtes³, combattants arabes tribaux qui répondaient à l'appel de leurs chefs religieux à « défendre l'Etat musulman face aux infidèles ». Le djihad de 1914-1916 fut le mouvement armé le plus massif que connut le Moyen-Orient contre une invasion européenne. A Shu'ayba, lors d'une grande bataille opposant l'armée régulière ottomane aux Britanniques près de Basra (11-14 avril 1915), les *mujâhidîn* chiïtes étaient même plus nombreux que les troupes ottomanes qu'ils étaient venus seconder. Et l'unique victoire ottomane contre les Britanniques, avec la reddition sans condition de la garnison britannique de Kût (29 avril 1916), est directement redevable à l'action de ces mêmes combattants de la foi, agissant comme auxiliaires d'une armée ottomane qui les avait pourtant souvent maltraités. Mossoul fut occupée en 1918, quelques jours après l'armistice imposé par les Alliés à l'empire ottoman et qui en consacrait son démembrement. En comparaison, la dernière guerre apparaît comme éclair. Débutant le 20 mars 2003, elle aboutit donc à l'occupation de Bagdad le 10 avril.

Lors du djihad de 1914-16, les Britanniques reconnurent environ cent mille victimes britanniques (dont 15 000 morts) en deux ans et demi de combats⁴. La dernière guerre a fait moins de deux cents morts américains et britanniques. Environ 160 militaires américains et britanniques sont morts au combat contre un nombre inconnu de victimes militaires irakiennes (le régime de Saddam Hussein ne fournissait jamais l'état de ses pertes en hommes). Il faudra du temps pour établir cette macabre comptabilité, mais le nombre de soldats irakiens morts au combat est aujourd'hui estimé dans une fourchette entre 12 000 environ et au moins 30 000 militaires irakiens. Soit une moyenne approximative d'un soldat américain mort contre 200 soldats irakiens ! Les pertes civiles irakiennes sont plus limitées, entre 2000 et 4000 morts. Lors du djihad de 1914-16, le nombre de morts parmi les *mujâhidîn* chiïtes et la

³ Les *mujâhidîn* sont ceux qui mènent le djihad.

⁴ Philip Willard Ireland, *Iraq, A study in Political Development*, New-York, Russell & Russell, p 60. La campagne de Mésopotamie aurait coûté 92 501 morts ou blessés (*casualties*) aux Britanniques.

population irakienne est inconnu, mais il se chiffrerait à environ 25 000 morts pour une population de moins de 3 millions d'habitants. Quant aux pertes turques, elles auraient été de 20 000 soldats morts au combat. Ce qui frappe est évidemment la faiblesse des pertes de l'armée d'occupation d'aujourd'hui comparée aux cent mille victimes de 1914-16. Quant aux pertes irakiennes, elles ont été, en trois semaines de guerre, sensiblement égales, sinon supérieures, à celles des Irakiens et des Turcs pour les trois années de guerre (1914-17) de la première occupation. L'Amérique a donc aujourd'hui la capacité de vaincre un autre pays avec un minimum de pertes pour ses soldats. En revanche, la dernière guerre s'avère bien plus meurtrière pour les Irakiens que lors de la Première Guerre mondiale.

Trois années de conquête par les Britanniques, trois semaines pour les Américains ! Sans doute la puissance britannique n'était-elle pas, lors de la Première Guerre mondiale, aussi décisive que celle des Etats-Unis aujourd'hui. Mais aussi et peut-être surtout, les dirigeants religieux chiites ont, cette fois, choisi de ne pas s'opposer à l'invasion de l'Irak. Dès la fin de 2002, l'ayatollah Sistani⁵ fait valoir dans ses fatwas qu'il ne faut ni faire la guerre au régime irakien ni aider les Américains, mais ne pas s'opposer à eux non plus ! La neutralité ambiguë affichée par les autorités religieuses chiites au moment du conflit masquait mal un constat général parmi les Irakiens : la seule puissance capable de mettre à bas le régime en place était précisément celle qui l'avait maintenu contre toute attente, lorsque Washington permit à Saddam Hussein de réprimer dans le sang l'*intifâda* de février-mars 1991. Sans se faire d'illusions sur les desseins américains en Irak, les chiites attendaient avant tout d'en terminer avec le cauchemar d'un régime implacable. Cette ambivalence a permis aux forces de la coalition anglo-britannique de l'emporter rapidement, contrairement à l'occupation britannique précédente qui se heurta au djihad généralisé décrété par les grands *mujtahid-s*⁶ en 1914. A la différence de 1914, la direction religieuse chiite, décimée par des décennies de répression en Irak et confrontée aux enjeux post-islamistes de l'Iran, est aujourd'hui représentée par sa tendance quiétiste. Au nom d'une conception traditionnelle de l'autorité religieuse, elle est hostile à l'implication des religieux dans les affaires politiques. On sait que cette tendance est toujours tentée par un *modus vivendi* avec la puissance occupante. Ce fut en partie le cas lors de la première occupation. Sayyid Kâzem al-Yazdî (1831-1919), le grand *marja'*⁷ des années 1910, s'opposait aux autres *mujtahid-s* militants, comme Muhammad Taqî Shîrâzî (1853-1920) et Mahdi al-Khalisi (1861-1925), favorables à la résistance contre l'occupant britannique. A la mort de Yazdî, en 1919, cette tendance militante prendra la tête de la direction religieuse, notamment lors de la

⁵ Il s'agit du grand *marja'* depuis la mort de l'ayatollah Khu'i en 1992. Iranien, il se veut l'héritier de la *marja'iyya* quiétiste de Khu'i.

⁶ Chez les chiites, ceux qui interprètent les textes sacrés par l'usage de la raison (*ijtihâd*).

⁷ Le *marja'* est le *mujtahid* choisi comme référence par les croyants. Suivre les avis d'un *marja'* est une obligation. En revanche, le croyant peut suivre les avis du *marja'* de son choix.

révolution de 1920, dont elle sera la direction incontestée⁸. En 2003, chiites et Kurdes, qui forment plus des trois quarts de la population irakienne, ne se sont pas opposés à l'avance des troupes de la coalition américaine, quand ils ne les ont pas accueillies avec faveur.

L'occupation de 2003 a une nouvelle fois mis en avant l'intérêt de l'occupant à se concilier les forces locales, qu'elles soient tribales, religieuses ou issues de l'ancien régime. En 1917, les Britanniques s'appuyaient sur les grands cheikhs tribaux et les élites arabo-sunnites, anciens relais du pouvoir ottoman. Ils distribuèrent généreusement des titres de propriété à des cheikhs tribaux promus grands propriétaires terriens, qui devenaient leurs obligés. Aujourd'hui, les Britanniques ont tenté de rééditer l'expérience en administrant Basra à travers un conseil tribalo-religieux. Mais l'échec de celui-ci a abouti au retour à une administration britannique directe. Les Américains s'en sont remis localement aux seules forces présentes, qui représentent des solidarités primaires, ethniques, confessionnelles, tribales ou de quartier. Après des décennies de répression, elles semblaient les seules aptes à remplir le vide et à limiter le chaos. Ainsi se mit en place un processus de « libanisation » sur le terrain de la scène politique irakienne, une conséquence du pragmatisme américain qui se révélera vite une volonté de noyer les partis politiques dans un flot de revendications communautaires les plus contradictoires. Il semble désormais difficile de recoudre un lien national entre Erbil la Kurde, Mossoul, administrée par d'anciens responsables baassistes alliés à des imams sunnites, Najaf et Kerbala gérées par la direction religieuse chiite, et Basra, sous administration britannique. Bagdad illustre bien la traduction politique sur le terrain de cet éclatement de la scène politique irakienne : l'ancienne Saddam City, rebaptisée Al-Sadr City, du nom de l'ayatollah Muhammad Sâdeq al-Sadr, assassiné par le régime de Saddam Hussein en 1999, est dirigée par des chefs de bandes de quartiers, dont le pouvoir semi-mafieux est légitimé par des religieux chiites inconnus, qui se réclament de Muqtada al-Sadr, le fils de l'ayatollah martyr. La « libanisation » favorisée par les Américains a remplacé la politique tribale des Britanniques entre 1914-20, et surtout l'alliance exclusive de la puissance d'occupation avec les élites arabo-sunnites.

Toutefois, aujourd'hui comme hier, l'occupation a suscité les réactions d'une population attachée à sa culture. En 1914-20, les Britanniques se heurtent aux tribus et aux chefs de quartiers. La crise économique générée par l'occupation, avec une inflation galopante et la fin du commerce avec les pays environnants, l'interruption du flot des pèlerins dans les villes saintes chiites, provoquent rapidement une résistance passive à l'occupation. Celle-ci prend des aspects violents, comme dans des villes saintes chiites, lors de la révolte de Najaf (mars 1918). Le mouvement patriotique de Bagdad unit chiites et sunnites

⁸ Sur le rôle patriotique de la direction religieuse chiite lors de l'occupation et du mandat britanniques, voir : Pierre-Jean Luizard, *La formation de l'Irak contemporain, Le rôle politique des ulémas chiites à la fin de la domination ottomane et au moment de la création de l'Etat irakien*, CNRS-Editions, réédition 2002.

pour refuser tout mandat et exiger l'indépendance du pays. Comme les Américains aujourd'hui, les Britanniques s'étaient trouvés face à une population qui refuse l'humiliation de l'occupation, la toute-puissance de l'autorité d'occupation, les contrôles incessants, l'absence de perspectives politiques. Le chaos semble avoir été un choix délibéré des Américains pour différer toute reconstruction politique. Ce choix s'est vite retourné contre eux, les Irakiens ne supportant plus que, trois mois après la chute du régime, les principaux services publics (eau, électricité, téléphone, transports, aéroport international) ne soient toujours pas rétablis et que l'insécurité demeure, rendant la vie infernale. La dissolution de l'armée irakienne semble avoir été l'élément déclencheur d'une résistance armée croissante. Plus de 350 000 militaires se sont retrouvés au chômage, sans salaire ni retraite, alors qu'ils étaient l'élite du pays, du moins sur les plans techniques et scientifiques. Chacun d'entre eux faisant vivre une moyenne de cinq personnes, c'est 10% de la population irakienne qui se retrouve ainsi dans le plus grand dénuement, sans espoir de réinsertion. Lors de la première occupation, la résistance armée avait mis un an avant de se déclarer. Cette fois, avant même la fin de la guerre proclamée le 1^{er} mai, les premières actions avaient lieu contre les soldats américains (Mossoul le 15 avril, Fallouja le 28 avril), inaugurant un engrenage sans fin d'attaques et de représailles.

Entre 1914 et 1920, l'Irak était administré par l'India Office. Arnold T. Wilson était le résident permanent britannique à Bagdad. Il s'agissait d'intégrer l'Irak à l'Empire britannique des Indes par une occupation militaire directe. En violation des promesses faites par les Alliés aux Arabes, il n'était pas question alors de gouvernement irakien ni d'autodétermination. Pourtant, un référendum fut organisé en 1918-19 visant à consulter la population sur l'avenir du pays. Mais aucune des questions posées ne mentionnait l'option de la fin de l'occupation et de l'indépendance de l'Irak. Quelle similitude entre le résident permanent britannique A. T. Wilson et les administrateurs américains Jay Garner ou Paul Bremer ? Les seconds ont d'emblée promis de rendre le pouvoir aux Irakiens. A la différence des années 1910, leur relation avec les Arabes sunnites sont tendues, alors que les chiites et les Kurdes sont dans l'attentisme. Mais dans la réalité quotidienne, une occupation reste une occupation. Au début, Washington nie même être une puissance occupante, à qui incombe des devoirs et des responsabilités. C'est ce que lui font valoir les Irakiens qui refusent de remettre en route les services publics, constatant qu'il n'y a plus d'Etat et qui signifient aux Américains que c'est à eux de refaire marcher ce qu'ils avaient détruit.

2 -Au nom d'idéaux émancipateurs puisant aux sources des Lumières...

« Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » hier, « démocratisation » aujourd'hui. Ces idéaux ont été mis en avant tant par la Grande-Bretagne en 1917 que par les Etats-Unis en 2003. Les paroles de Tony Blair, le 8 avril 2003 : « Nos forces sont des forces amies et libératrices du peuple irakien, pas

vos conquérants.» semblent l'écho de celles prononcées par le général britannique vainqueur, Stanley Maude, dans une proclamation aux habitants de Bagdad le 19 mars 1917 : « Nos armées ne sont pas venues dans vos villes et dans vos campagnes comme conquérants ou comme ennemis, mais comme libérateurs.... ». Il poursuivait : « Les Turcs ont parlé de réforme, mais les ruines et le gâchis d'aujourd'hui ne témoignent-ils pas de la vanité de ces promesses ?Ô habitants de Bagdad, souvenez-vous que, durant vingt-six générations, vous avez souffert à cause des tyrans étrangers ». Quatre-vingt six ans plus tard, les vainqueurs de la guerre, Bush et Blair, déclareront dans un message solennel du 10 avril 2003 au peuple irakien : « Vous méritez mieux que la tyrannie, la corruption et les chambres de torture. Votre nation sera bientôt libre. » Tony Blair va jusqu'à évoquer un référendum. Peut-être ne se souvient-il pas du précédent de 1918-19 ? Les chefs religieux chiites s'en étaient emparés pour réclamer la fin de l'occupation britannique, allant même jusqu'à en appeler au président américain Thomas Woodrow Wilson afin qu'il aide les Irakiens à réaliser leurs souhaits d'indépendance. Finalement, les Britanniques susciteront des contre-pétitions favorables à leur occupation de l'Irak. Emanant de minorités pro-britanniques, elle abuseront les autorités britanniques qui croiront à leur propre manipulation de l'opinion irakienne. Puisque la Grande-Bretagne était venue libérer les irakiens et leur apporter la civilisation et le progrès, ceux qui lui étaient hostiles ne pouvaient être que des « réactionnaires » et des « fanatiques » ! L'Amérique et son président figurait alors un recours aux yeux des Arabes face aux appétits coloniaux de la Grande-Bretagne et de la France. Tardivement sortie de sa neutralité pour s'engager aux côtés des Alliés dans le conflit mondial contre l'Allemagne et les empires centraux (dont l'empire ottoman), l'Amérique mettait en avant la vision de son président, énoncée dans ses célèbres Quatorze points rendus publics devant le Congrès américain en janvier 1918.

Les personnalités des présidents américains Thomas Woodrow Wilson (1856-1924) et George W. Bush, animées de biblisme et de vision messianique américaine, peuvent-elles être mise en rapport ? Le premier est fils de pasteur presbytérien imprégné de cette culture du Nord-Est pétrie de rigueur et de puritanisme calvinistes, le second est un converti, membre d'une église méthodiste, de sensibilité évangélique, un digne représentant du conservatisme du Sud. Les deux ont une vision mondiale du rôle de l'Amérique, porteuse d'un message universel de liberté. Wilson prône la souveraineté et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Bush prône la démocratie. Mais on ne peut pousser la comparaison trop loin : Thomas W. Wilson a porté sur les fonds baptismaux la communauté internationale, là où George W. Bush semble en être le fossoyeur. Dans la vision wilsonienne, l'Amérique a besoin d'une communauté internationale composée de grands pays démocratiques pour porter son message au monde. Créée sous le patronage du président américain en 1920, la Société des Nations (SDN) s'inspire très largement des Quatorze points. Pour

George W. Bush, au contraire, l'ONU est un obstacle aux desseins de l'Amérique. Il engagera son pays dans la guerre en dehors de toute légitimité internationale et contre l'avis de la majorité du Conseil de sécurité. Et, à la différence de Thomas W. Wilson, George W. Bush semble n'avoir mis en avant la « démocratisation » de l'Irak que par défaut d'autres arguments, après avoir épuisé ceux qui ne lui permettaient pas d'entrer en guerre rapidement (la menace de l'arsenal irakien et les liens de Bagdad avec Ben Laden). Là où l'idéal wilsonien semble humaniste, celui du Bush junior cache mal une volonté de puissance irréprouvable et la volonté de « démocratiser » l'Irak semble bien un argument de circonstance.

La guerre en Irak a été l'occasion d'une (re)découverte de l'Amérique, la première démocratie du monde, par un public européen souvent éberlué. Alors que les processus de sécularisation des sociétés européennes, déjà anciens, s'amplifient chaque jour un peu plus, jusqu'à faire du Vieux Continent un espace de plus en plus déchristianisé, la religion ne commandait-elle pas encore à la politique outre-Atlantique ? La question fit la une des quotidiens et des hebdomadaires. Le parallèle était fait entre le « djihad de Ben Laden » et la « croisade de Bush », « Allâhu Akbar » se faisant l'écho de « In God We Trust » ! Les explications sur cette « nouvelle » Amérique, si différente de l'image d'une Amérique démocratique, allaient dans des sens contradictoires. Pour certains, la situation actuelle est conjoncturelle et due à l'adéquation, pour la première fois, entre les camps conservateurs et progressistes et les deux grands partis, républicains et démocrates, permettant à la minorité conservatrice du Sud d'arriver au pouvoir⁹. Une situation donc réversible à la faveur d'une nouvelle alternance tout en étant une sorte de chant du cygne pour la WASP Society du Sud, avant sa submersion par une immigration d'origine « latino ». Pour d'autres, au contraire, c'est une tendance lourde, illustrée par l'émergence d'une nouvelle religion où l'Amérique doit étendre son modèle au monde entier, y compris par la guerre. C'est le triomphe d'une religion civile où « la déesse Amérique prend la place du Dieu chrétien dans le messianisme de George W. Bush » affirme Sébastien Fath¹⁰ et dont la devise pourrait être « In Gun We Trust ». Cette religion civile sécularisée ne serait donc pas l'expression de l'influence des Eglises, comme on le croit souvent en France notamment, mais au contraire de leur affaiblissement progressif. De fait, depuis les années 1960, l'Amérique est de moins en moins religieuse et de plus en plus sécularisée. Et à l'exception de l'importante *Southern Baptist Convention* du Sud (SPC, 16 millions de membres) et d'une légère majorité d'évangélistes, la plupart des Eglises américaines, y compris celle de Bush, la *United Methodist Church*, étaient hostiles à la guerre. George W. Bush a superbement ignoré les Eglises et,

⁹ C'est la thèse défendue par Michael Lind, chercheur à la *New America Foundation*, un *think tank* proche des démocrates.

¹⁰ Sébastien Fath, historien et chercheur au CNRS (Groupe de Sociologie des Religions et de la Laïcité), est spécialiste du protestantisme évangélique aux Etats-Unis. Cf. son article « Comme un vol de faucons hors de la « cage d'acier » in *Le Monde*, 15 mars 2003.

pour la première fois, un président américain en guerre a refusé de recevoir leurs représentants. Le *National Council of Churches* avait d'ailleurs pris position contre la guerre. Le président américain devenait, en quelque sorte, lui-même le grand prêtre d'une religion promue au rang de religion d'Etat. La religion civile s'imposait alors comme une piété collective, au nom du Bien. Le messianisme de Bush est largement déconfessionnalisé. « Le Dieu qu'il invoque n'est plus le Dieu du christianisme, mais le modèle de société américain, présenté comme le modèle millénariste promis à toute la planète. Sa fonction est surtout de légitimer et de souder la nation américaine, sur un registre providentiel, ce qui transcende les confessions »¹¹. Ce messianisme sécularisé était déjà annoncé dans le film *Independence Day*¹². « L'issue salvatrice vient alors exclusivement de la technologie militaire hyper-sophistiquée »¹³. « Peuple élu d'une terre prédestinée », l'Amérique ne peut échapper à sa mission de propager la « régénération » au sein des nations, idolâtrie qui a remplacé le Sauveur par un modèle de société libérale et conquérante voulant imposer au monde la *pax americana*. « L'Amérique triomphatrice se substitue au retour en gloire du Christ comme horizon libérateur. »¹⁴ S'opposer à la guerre devenait synonyme de trahison de l'Amérique, mais aussi des idéaux de liberté et de libéralisme, face à l'Axe du Mal. Le débat démocratique sur le bien-fondé de la guerre étant ainsi interdit, ne pouvait-on pas parler de « sortie de démocratie » ? Le débat, on se l'imagine, est loin d'être clos. Mais il semble bien que quelque chose d'irréversible se soit malgré tout passé en Amérique : les opposants à la guerre n'ont pas été en mesure de faire entendre leurs voix sur un choix aussi essentiel et un fait accompli a été créé en Irak où on voit mal comment la communauté internationale et Washington pourraient recoudre les fils qui les unissaient, malgré les faux semblants tendant à accréditer l'idée d'un consensus d'après-guerre.

Certes, dira-t-on, rien de nouveau ici. Si cette dernière guerre en est une, les idéaux émancipateurs ont toujours été le moteur idéologique des entreprises coloniales. Depuis l'expédition de Bonaparte en Egypte, à la fin du XVIII^e siècle, il s'agissait toujours de « libérer » des peuples soumis à la tyrannie et de leur apporter les Lumières. Peut-on aussi mentionner l'apologie de la colonisation de Jules Ferry, le père de notre école laïque française¹⁵ ? Les

¹¹ Sébastien Fath, *Le Monde*, op. cit.

¹² Dans ce film prémonitoire de 1996 financé par le Pentagone, le réalisateur Roland Emmerich met en scène ce messianisme sécularisé où l'Amérique sauve l'humanité (y compris l'Irak de Saddam qui la remercie !) d'extra-terrestres belliqueux.

¹³ Sébastien Fath, *Le Monde*, op. cit.

¹⁴ Sébastien Fath, *Le Monde*, op. cit.

¹⁵ « L'expédition de Tunisie, c'est la France qui la faisait, c'est la France qui la voulait et qui l'a acclamée. Elle l'a acclamée, non pas comme une promesse de victoires militaires, de ces victoires faciles, du fort contre le faible, mais par un sentiment plus élevé, comprenant très bien qu'il y avait là un grand intérêt national à sauvegarder et qu'en allant en Tunisie, elle faisait un pas de plus vers l'accomplissement de la tâche glorieuse que ses destinées lui ont confiée : le triomphe de la civilisation sur la barbarie, la seule forme de l'esprit de conquête que la morale moderne puisse admettre », discours de Jules Ferry à la Chambre le 28 octobre 1881, Paul Robiquet, *Discours et opinions politiques de Jules Ferry*, Paris, A. Colin, 1893-1898, t. VI, pp. 83-84..

républicains n'ont pas été moins virulents que les cléricaux pour coloniser et même détruire les cultures des peuples colonisés, souvent par haine de la religion. Français et Britanniques avaient bien fait une déclaration commune, le 8 novembre 1918, où ils s'engageaient à aider les peuples du Moyen-Orient à se libérer et à accéder à l'indépendance. Mais qui savait alors que Sykes, pour la Grande-Bretagne, et Picot, pour la France, s'étaient, dès mai 1916, déjà secrètement partagés le Moyen-Orient en zones d'influences ? Les idéaux émancipateurs deviennent ainsi la légitimation d'entreprises de domination. Mais n'est-ce pas le propre de la modernité d'être conquérante et dominatrice ? Le colonialisme n'est-il pas avant tout le heurt entre des sociétés développées et modernes et d'autres qui le sont moins ? Le fait que les entreprises coloniales aient été essentiellement le fait de pays qui étaient en général démocratiques ou pré-démocratiques n'en témoigne-t-il pas ? Par ailleurs, est-il concevable que la démocratie s'exporte par la guerre, sachant qu'elle est souvent portée par le nationalisme ?

3-La légitimation de la communauté internationale :

En 1920, comme en 2003, il y a eu la légitimation *a posteriori* de l'occupation militaire de l'Irak par la communauté internationale. Ce fut le cas lors de la décision de la SDN, le 25 avril 1920, d'attribuer un mandat sur l'Irak à la Grande-Bretagne, et le 22 mai 2003 par le vote à l'ONU de la résolution 1483 autorisant les Etats-Unis à administrer l'Irak et ses ressources. Avant 1920, il n'y avait pas de communauté internationale, mais juste des grandes puissances engagées dans un conflit mondial. Dans le club des vainqueurs figuraient la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis. Différentes conférences internationales, à Moudros (armistice, le 30 octobre 1918), Paris (29 janvier 1919), Versailles (28 juin 1919), Sèvres (10 août 1920), San Remo (25 avril 1920), et Lausanne (24 juillet 1923) avaient réglé l'après-guerre et les conditions du dépeçage de l'empire ottoman en faisant triompher les appétits coloniaux de la Grande-Bretagne et de la France que Washington tentait de réfréner. La SDN inaugura son action par la politique des mandats. Elle attribua un mandat à des puissances qui étaient déjà engagées dans une occupation effective des territoires sur lesquels elles se verraient reconnaître une légitimité internationale. Largement inspirée des idéaux du président américain Thomas W. Wilson, et de ses Quatorze points, la politique des mandats reposait sur l'idée que les démocraties devaient accompagner les nations émergentes sur la voie de la souveraineté et de l'autodétermination. En 2003, la guerre s'est faite contre la volonté de l'ONU. Bien pire encore, les Etats-Unis ont exclu l'ONU du pays qu'ils ont occupé, refusant le retour des inspecteurs onusiens du désarmement en Irak ou encore en mettant fin à la gestion du pétrole irakien par l'ONU. Le programme de l'ONU *Pétrole contre nourriture* était en effet le seul domaine où la communauté internationale gardait encore une main en Irak. Humiliée, mais aussi tétanisée par la puissance américaine, la communauté internationale a

ensuite donné à l'Amérique le droit d'administrer l'Irak et ses richesses pour une période initiale de 12 mois, renouvelable. A plus de quatre-vingts années de distance, ce qu'on appelle la communauté internationale ne s'est pas davantage émancipée des rapports de forces.

4- Effondrement du gouvernement islamique et système post-colonial :

Toute comparaison historique a ses limites. La guerre et la chute du régime de Saddam Hussein ont totalement bouleversé les enjeux de la question irakienne. Car la fin du régime irakien n'a pas été seulement celle d'un gouvernement : elle a marqué l'effondrement de l'Etat irakien tel qu'il existait depuis sa fondation par la puissance mandataire britannique en 1920. Dans le cas de la première occupation britannique, en 1914-17, il s'agissait de vaincre un empire musulman souverain, même s'il s'était progressivement affaibli et mis sous la coupe des puissances européennes. Dans le cas actuel, le régime de Saddam Hussein est l'ultime aboutissement d'un système politique fondé en 1920 par la Grande-Bretagne. Ce système a permis la domination de la Grande-Bretagne sur l'Irak jusqu'en 1958, avec son corollaire, celle d'élites issues de la minorité arabo-sunnite. Son maintien, au-delà de toute logique prévisible, est dû au triomphe du facteur extérieur en Irak à partir des années 1980, au premier chef de la politique américaine envers Bagdad. A la différence de la situation de 1917-1920, c'est donc un régime politique qui a longtemps été soutenu par Washington que ces mêmes Américains ont mis à bas. De la chaîne des Etats arabes créés par les puissances européennes au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Etat irakien était le maillon le plus faible. Mais son effondrement est aussi celui d'un système dont on voit les effets un peu partout, de l'Algérie à la Côte d'Ivoire, et qui pourrait bien annoncer une nouvelle ère : celle de l'effondrement généralisé des systèmes post-coloniaux.

5- Quel est le projet américain pour l'Irak?

Quels sont les raisons du changement de la politique américaine envers Saddam Hussein? Sayyid Fadlallah, l'ex-chef spirituel du Hezbollah au Liban, répond : « Les Etats-Unis ont pour habitude de soutenir un dictateur, puis de le renverser quand sa tâche est terminée, pour en imposer un autre sous couvert de démocratie »¹⁶. Du point de vue des intérêts américains bien compris, en effet, la situation qui prévalait dans les années 1990 était idéale. Sans être en première ligne, puisque protégée par les résolutions de l'ONU, l'Amérique avait installé sur l'Irak une mise sous tutelle internationale qui lui permettait, grâce au maintien d'un régime de Saddam vaincu sur un Irak ruiné, de prendre un contrôle indirect sur ce pays riche en hydrocarbures. Après sa défaite en 1991, et alors qu'il savait qu'il était redevable du choix américain pour sa survie,

¹⁶ Interview de Sayyid Fadlallah, Le Figaro 14 avril 2003, p. 6.

Saddam Hussein avait bradé peu à peu l'essentiel de la souveraineté de son pays, soumis depuis 1990 au plus sévère des embargos. Que ce soit en Irak même ou dans la région, la liste des bénéfices que Washington avait engrangé de la perpétuation du *statu quo* est impressionnante. Pour quelle raison alors être entré en guerre ? Les attentats du 11 septembre ont été pour toute l'Amérique un traumatisme, qui n'a pas été estimé à sa juste mesure par les opinions européennes. Désormais, l'Amérique est en guerre contre le « terrorisme ». Le 11 septembre permet à des milieux néo-conservateurs d'apparaître sur le devant de la scène politique, ce qui était impensable quelques mois auparavant. Au point que certains n'hésitent pas à parler de divine surprise et à comparer les attentats du 11 septembre avec l'incendie du Reichstag ! Quoi qu'il en soit, la guerre préventive est devenue la doctrine officielle des Etats-Unis, avec tout ce que cela implique de ravageur pour le droit international et la communauté qui s'en réclame, avec tout ce que cela comporte d'irrationnel, dans la course sans fin à la puissance. Les arguments successivement avancés par les protagonistes américains et britanniques pour entrer en guerre contre l'Irak, les armes de destruction massives et les liens présumés du régime de Bagdad avec la mouvance de Ben Laden, ne pouvaient être que des prétextes pour des acteurs mieux informés que quiconque de la réalité des deux dossiers. Mais, dans l'incapacité de contredire l'Amérique, la communauté internationale fit mine de prendre pour argent comptant des menaces auxquelles personne ne croyait vraiment. Il s'en suivit un véritable jeu de dupes où des dossiers, que tout le monde savait fabriqués, devinrent l'enjeu d'un interminable marathon diplomatique dans le cadre de l'ONU. Le cynisme en arriva au point où Washington déclara que, finalement, peu lui importait le travail des inspecteurs onusiens de l'armement irakien et que la guerre était de toutes façons inévitable. Cette même irrationalité a fait perdre à Washington la perception de ce qu'on y considérait comme ses intérêts avant le 11 septembre et à mettre fin à un *statu quo* en Irak qui l'avait bien servi jusqu'alors.

Devenue la puissance tutélaire de l'Irak, l'Amérique n'avait pas de projet précis dans ce pays. Même le pétrole, un facteur d'importance, ne semble pas avoir été la motivation première d'une guerre et d'une occupation envisagées dans une pure logique de puissance.

Dans ces conditions, quelle reconstruction politique peut voir le jour sous régime d'occupation américain ?

Il y a d'abord eu le chaos prolongé qui a probablement été un choix délibéré des Américains. Toutefois, l'irruption d'une résistance armée, à peine l'occupation terminée, a convaincu en juillet les responsables américains de l'urgence d'une reconstruction politique qu'ils avaient différée jusque là. Cynisme ou candeur : la prise de conscience soudaine que les jours qui s'annoncent seront difficiles a conduit Washington à rechercher le soutien de l'ONU pour l'envoi en Irak de contingents d'autres nationalités, et notamment de troupes de France et d'Allemagne, deux pays qui avaient mené l'opposition à

la guerre contre l'Irak ! Le système politique que les Américains bâtiront en Irak, s'ils en ont la possibilité – ce qui n'est pas certain - sera certainement très différent de celui imaginé par Gertrude Bell et fondé sous les auspices de Sir Percy Cox¹⁷ en 1920. Car il existe une base inédite de rapprochement entre une puissance occupante et les chiites. Ceux qui ont été le fer de lance de la lutte pour l'indépendance de l'Irak et contre la domination européenne tout au long de l'histoire moderne du pays sont aujourd'hui des partenaires potentiels de l'Amérique pour la reconstruction politique qui s'annonce. Le caractère incontournable de la communauté chiite, du fait de son poids démographique et de ses traditions politiques anciennes et fortement ancrées, s'est imposé d'autant plus facilement à l'Autorité intérimaire d'occupation que les élites arabo-sunnites, qui ont perdu leur monopole sur un Etat qui a fait naufrage, la défient ouvertement. Orphelins d'un Etat auquel ils s'identifiaient, les Arabes sunnites se tournent maintenant de façon croissante vers l'islam, délaissant massivement pour la première fois de leur histoire les idéologies « nationalistes arabes » plus ou moins sécularisées. La politique américaine semble de « libaniser » l'Irak et, dans ce cadre, d'accorder aux chiites une représentation importante sur des bases confessionnelles. Séparer les chiites d'Irak de l'Iran, en utilisant la *hawza* de Najaf¹⁸ contre le régime de Téhéran, est un objectif que les Américains recherchent depuis leur victoire. C'est, de leur point de vue, la condition nécessaire à un partenariat avec certains chiites. Il faut dire certains chiites, car les jeux sont largement ouverts.

Quelles seraient les conséquences politiques possibles en Irak même, sur la scène régionale et au niveau international d'une « libanisation » de l'Irak ? Les chiites d'Irak peuvent-ils devenir les alliés privilégiés d'une puissance occupante occidentale après en avoir été les principaux adversaires depuis des siècles ? Un tel renversement de situation qui verrait les arabo-sunnites lutter contre l'Amérique et les chiites la soutenir appelle plusieurs commentaires.

Les chiites ne seront jamais aussi dépendant de la puissance occupante que les élites arabo-sunnites qui, du fait de leur caractère minoritaire, n'avaient d'autre choix qu'entre la soumission totale ou la fuite en avant dans des aventures militaires et la répression intérieure. Les élites arabo-sunnites ont toujours été la porte d'entrée privilégiées des influences occidentales du fait de leur faiblesse. On peut difficilement imaginer que les chiites seront un « client » aussi docile que les élites arabo-sunnites qui avaient servi le mandat britannique. Leur poids démographique, mais aussi surtout leurs traditions politiques, en feront toujours les défenseurs sourcilleux de l'indépendance irakienne. Certes, mais pourquoi n'assisterait-on pas à un renversement d'alliance à l'échelle

¹⁷ Gertrude Bell est l'équivalent de Lawrence d'Arabie pour l'Irak, un agent britannique favorable aux thèses du Bureau du Caire. Suivant les conseils de cette dernière, le premier résident britannique après la révolution de 1920 en Irak, Sir Percy Cox, est le fondateur de l'Etat irakien qu'il proclame en 1920 sous la forme d'un « gouvernement provisoire à façade arabe ».

¹⁸ La *hawza* désigne l'ensemble des écoles d'enseignement de la religion chez les chiites, les étudiants et leurs maîtres, les *marja*'-s, ces derniers constituant collectivement la direction religieuse chiite.

régionale : le mouvement fondamentaliste sunnite figurant désormais le principal ennemi de l'Amérique, les chiites deviendraient à l'échelle du Moyen-Orient la minorité confessionnelle alliée des Américains. Un tel scénario s'appuie aussi sur le fait que l'Iran, la grande puissance chiite, est aujourd'hui une exception : dans un environnement sunnite où les sociétés sont anti-américaines et les dirigeants pro-américains, l'Iran a une société avide d'ouverture et des dirigeants anti-américains. Par ailleurs, les chiites du monde arabe, tout en n'ayant pas eux-mêmes expérimenté le même pouvoir islamique qu'en Iran, ne s'en trouvent pas moins dans une logique de post-islamisme qui est celle qui domine aujourd'hui la grande puissance chiite qu'est l'Iran. De fait, personne parmi les dirigeants chiites en Irak ne prône une révolution islamique à l'iranienne. De là à imaginer un « axe Washington-chiites » contre les Talibans et les islamistes sunnites, il n'y a qu'un pas que certains ont déjà franchi à Washington. Cependant, c'est peut-être aller un peu vite en besogne et méconnaître le poids de l'histoire. Les Iraniens de toutes tendances politiques sont très attachés à l'indépendance de l'Iran et ils ne sont pas prêts à revenir à l'époque de la domination américaine. Quant aux chiites d'Irak, ils sont aujourd'hui orphelins d'une véritable direction à la fois politique et religieuse. Le caractère massif du mouvement se réclamant de l'ayatollah Muhammad Sâdeq al-Sadr, assassiné par le régime de Saddam Hussein en 1999, illustre bien ce vide. Or, ce mouvement n'est pas associé à la reconstruction politique patronnée par Washington. Les chiites d'Irak oscillent toujours entre une identité confessionnelle qui ait sa traduction politique (confessionnaliste) et une vision plus islamique, qui était celle de la *marja'iyya* militante du début du XX^e siècle et de Khomeyni. Se considérant comme au cœur de l'identité irakienne, ils se satisferaient dans le premier cas d'un rééquilibrage du pouvoir en leur faveur, à la libanaise, dans le second, ils se veulent les promoteurs de la résistance à la domination occidentale au nom d'un panislamisme qui englobe les sunnites. Une course de vitesse est engagée entre un processus de reconstruction politique, que les Américains tardent à mettre en route, en tentant de profiter au maximum du chaos, et un engrenage de rejet de l'occupation qui semble irrépressible. Enfin, il semble aussi inéluctable que les intérêts américains en Irak se heurteront, à un moment donné, à la volonté majoritaire des chiites de fonder un nouvel Irak où non seulement ils ne seront plus victimes de discrimination, mais qui devra également être un Etat souverain et indépendant.

Pour les chiites, la reconstruction politique et l'édification d'un nouvel Etat sous régime d'occupation occidentale semblaient également une répétition de l'histoire. N'était-ce pas le piège dans lequel ils étaient tombés entre 1920 et 1924, alors que les Britanniques n'avaient de cesse de faire légitimer leur mandat et leur occupation du pays par des institutions en apparence irakiennes ? Les Britanniques voulaient faire élire une assemblée constituante irakienne, et lui faire ratifier une constitution qui reconnaisse la légitimité du mandat tout en enfermant l'Irak dans un Etat-nation ethnique arabe. C'est d'ailleurs au nom de

l'arabisme que les Britanniques et leurs alliés sunnites engagèrent leur campagne contre les ulémas chiites « persans ». Conscient du danger, l'ayatollah Mahdi al-Khalisi avait promulgué en 1922 une fatwa interdisant aux musulmans de participer à quelque élection que ce soit, notamment aux élections de l'assemblée constituante, sous régime d'occupation. Tous les grands *mujtahid*-s lui avaient alors emboîté le pas, en promulguant à leur tour des fatwas similaires. Constatant l'impossibilité d'organiser un quelconque scrutin tant que les grands *marja*'-s seraient en Irak, les autorités britanniques décidèrent alors de les exiler vers l'Iran en 1923. C'est en l'absence de leurs principaux opposants et sous la menace des armes que se déroulèrent les élections de l'assemblée constituante dont la première mesure fut l'adoption d'une constitution, la première de l'Irak moderne. La question irakienne, dont nous venons d'assister au sanglant dénouement, était née¹⁹. C'est en souvenir de ce précédent que certains dirigeants religieux chiites rappelèrent ces fatwas de 1923 et les réactualisèrent, interdisant en 2003 toute participation à des élections ou à des conseils politiques sous patronage américain. Ils avertissaient les Irakiens des leçons douloureuses du passé, leur faisant valoir qu'une fois votée la constitution sous régime d'occupation, il serait trop tard et que les Irakiens se trouveraient à nouveau enfermés dans un système politique destiné à pérenniser la domination américaine. Le précédent de 1924 semblait leur donner raison. Mais la majorité ne les a pas suivis, fatiguée de tant de tragédies et peu désireuse d'entamer une nouvelle guerre. Les directions chiites de retour d'exil s'engagèrent, cette fois, dans un dialogue avec les Américains, tout en insistant sur la nécessité de rendre aux Irakiens le plus rapidement possible la maîtrise de leur destinée. Le cas échéant, ces chefs religieux en appelleraient à la résistance passive. Dirigeants de l'ex-opposition irakienne et Américains sont donc engagés dans une partie qu'on pourrait qualifier de poker menteur où, sans avoir confiance dans l'autre, chacun pense pouvoir imposer sa volonté.

C'est une course de vitesse entre deux logiques. Celle du chaos qui a permis aux Américains de différer au maximum toute reconstruction politique, et qui a suscité en retour une résistance armée croissante, et celle que Paul Bremer met en urgence en œuvre, celle du gouvernement transitoire et de la reconstruction politique. Le risque est donc grand pour les Américains de voir à terme se rejoindre ces deux logiques dans un mouvement d'hostilité armé à l'occupation. Lorsque la reconstruction politique butera sur des questions essentielles comme le degré d'indépendance du gouvernement irakien, le statut

¹⁹ La prochaine publication de la version française du livre inédit de Cheikh Muhammad al-Khalisi *Batal al-islam* (Héros de l'islam), qui relate les événements cruciaux du djihad de 1914-16, de la révolution de 1920 et de la lutte contre le mandat et les premières institutions de l'Etat irakien fondé par les Britanniques, par un acteur important de ces événements, permet une comparaison saisissante entre les deux périodes de guerre, d'occupation occidentale et de mandat. (traduit de l'arabe et annoté par Pierre-Jean Luizard, à paraître en octobre 2003). Le manuscrit, essentiel pour comprendre la genèse de la question irakienne, a pu être sauvé *in extremis* de la volonté du régime de Saddam Hussein de détruire toute mémoire chiite.

du pétrole²⁰ ou les relations avec Israël, le mouvement qui a choisi la voie pacifique pourrait bien alors rejoindre celui qui a fait le choix des armes.

Si la déesse pour laquelle l'Amérique est partie en guerre est avant tout l'Amérique, pourquoi les Irakiens ne suivraient-ils pas le même chemin et ne se battraient-ils pas pour l'Irak ?

²⁰ Quel avenir pour le pétrole irakien dans le contexte de l'occupation et de la reconstruction politique de l'Irak? Des générations d'Irakiens ont lutté pour la maîtrise de leurs ressources naturelles. Même si le sacro-saint principe de la nationalisation du pétrole est remis en cause pour une partielle privatisation, il n'y aura jamais de consensus pour que le pétrole irakien échappe à nouveau aux Irakiens.